

AFFAIRE CNAN GROUP

Vers l'emprisonnement de nouvelles «têtes»

Rebondissements dans l'affaire Cnan Group. Le procureur de la République du pôle judiciaire spécialisé du Centre a saisi, le 6 novembre dernier, le juge instructeur de la 7^e chambre lui demandant de criminaliser l'affaire. Il a également requis la mise sous mandat de dépôt de plusieurs personnes poursuivies dans cette affaire et actuellement sous contrôle judiciaire.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'affaire Cnan Group, actuellement pendante devant le pôle judiciaire spécialisé du Centre, n'est pas près de connaître son épilogue. Et pour cause, huit mois après la mise sous mandat de dépôt des deux ex-directeurs généraux de la compagnie, en l'occurrence Koudil et Boumbar, l'accusation est passée à la vitesse supérieure en saisissant le juge en charge de l'instruction de l'affaire. Ce dernier, siégeant au niveau de la septième chambre du pôle judiciaire spécialisé du Centre, a été saisi par le procureur de la République pour l'ajout aux deux ex-P-dg actuellement en détention préventive, des chefs d'inculpation d'association de malfaiteurs», et «participation à l'association des malfaiteurs» pour les autres mis en cause.

L'accusation a également demandé le «lancement des commissions rogatoires concernant les réserves financières, et ce, «quelles que soient leurs formes et leurs provenances». Il a été également demandé de «prendre en compte la déposition du représentant de la Banque d'Algérie concernant la problématique des transferts de devises de et vers l'étranger». Ces nouveaux chefs d'inculpation ont été notifiés mardi

dernier aux deux ex-patrons du Group Cnan et au reste des personnes poursuivies. Parmi ces dernières, figurent des personnes connues telles que l'actuel patron de la compagnie française de transport aérien Aigle Azur, Arezki Idjerouidène, ou encore l'ex-patron de la SGP Gestramar, Mohamed Senouci. Au total, elles sont 31 personnes, dont la plupart sont des ex-cadres de la compagnie, que le juge instructeur est appelé à entendre tant dans la forme que dans le fond pour trancher définitivement quant à la suite à donner aux demandes de l'accusation.

Face à cette nouvelle donne, l'accusation a de nouveau requis la mise sous mandat de dépôt de plusieurs personnes poursuivies dans cette affaire actuellement en liberté provisoire.

Selon nos sources, le procureur de la République a considéré que les nouveaux chefs d'inculpation portés contre les personnes poursuivies supposent la prise de nouvelles décisions judiciaires, et ce, jusqu'à la fin de l'instruction. Ainsi, il n'est pas exclu que certaines personnes soient mises en détention préventive. Au total, faut-il le rappeler, trente-trois personnes sont poursuivies dans cette affaire, dont l'instruction a



Photo : Samir Sid.

débuté le 18 septembre 2011. Cependant, la question est de savoir si le juge instructeur donnera suite aux demandes de l'accusation, et ce, à la lumière de ses nouveaux chefs d'inculpation. Pour rappel, l'affaire Cnan Group a été marquée par la mise sous mandat de dépôt de deux P-dg, Ali Boumbar et son prédécesseur, Ali Koudil. Ces derniers font partie des 33 cadres ayant été inculpés par le parquet d'Alger pour, entre autres, «dilapidation de deniers publics», «passation illégale de marchés», «corruption», «trafic d'influence» et «violation de la réglementation relative aux mou-

vements de capitaux de et vers l'étranger». Des chefs d'inculpation relevant des articles 26, 29, 32 et 33 de la loi 06/01 relative à la lutte et à la prévention contre la corruption et les articles 119 bis et 175 du code pénal.

Selon des sources judiciaires, l'affaire en elle-même a trait aux circonstances dans lesquelles ont été décidées la vente de certains navires de CNAN Group à l'étranger, la cession d'autres à un privé algérien, ou encore les opérations de filialisation.

Selon des indiscrétions rapportées par *le Soir d'Algérie*, la mise sous mandat de dépôt de

ces deux ex-Pdg fait suite à une longue et minutieuse enquête menée par les services de sécurité et les services de l'Inspection générale des finances (IGF)

L'enquête aurait révélé que Ali Boumbar, qui a dissous en 2008 la Délégation de Cnan Group à Marseille, alors qu'elle avait été créée par décret présidentiel pour prendre en charge les navires algériens en matière de consignation, se retrouve membre du comité de direction de Navimed, une entreprise privée créée la même année à Marseille. Cette dernière sera désormais chargée des missions jusqu'ici dévolues à la Délégation de Cnan Group Marseille.

Dans l'affaire de la Cnan, on évoque également l'affaire IBC, une entreprise de droit algérien, née d'une association entre le Saoudien Ghait Rashad Pharaon et Laradj, un Algérien établi en Jordanie, et Cnan Group. La Cnan entre dans le capital d'IBC à hauteur de 49% en mettant dans la cagnotte les navires *Aïin Témouchent, El Hadjar, Nedroma, Nememcha, Blida, Djbel Ksel et Djbel Rafia*.

L'homme d'affaires saoudien décroche 49% grâce à l'apport financier et 2% pour M. Laradj. Ce montage devait, normalement, permettre à l'Algérie de détenir 51% du capital d'IBC. Mais très vite après la conclusion de cet accord, une société, Leedarwo, a vu le jour à Panama. Son capital social ne dépasse pas 1 000 dollars américains.

A. B.

SON BUDGET ANNUEL SERA ADOPTÉ DEMAIN

Les milliards de l'APN

L'Assemblée populaire nationale bénéficiera en 2013 d'un budget de plus de 6,5 milliards de dinars. Plus du tiers de cette somme sera consacré aux indemnités et autres prestations au profit des députés.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les membres de la Commission des finances adopteront, dimanche prochain, le budget de l'Assemblée populaire nationale pour l'exercice 2013.

D'un total de 6 milliards 575 millions de dinars, il est assuré dans sa quasi-totalité par le budget de l'Etat à travers une enveloppe financière de 6 milliards 475 millions de dinars. La différence, soit très précisément 100 millions de dinars, provient de trois sources : le reliquat budgétisé avec 88 millions de dinars ; les recettes diverses — restaurant, produit d'impression et location d'un kiosque à journaux — à hauteur de 2,9 millions de dinars ; et enfin le chapitre «autres recettes» avec 9,05 millions de dinars.

3,8 milliards d'indemnités

Débarassé du sceau «confidentiel» qui était apposé sur la page de garde, la version 2013 du projet de budget de l'APN révèle avec précision le barème des indemnités versées aux députés. Ainsi, l'indemnité principale de 453 élus s'élève à 294 595 DA par mois à laquelle il faut ajouter une indemnité complémentaire de 58 919 DA ainsi qu'une indemnité d'utilisation du téléphone de 5 000 DA.

Ces parlementaires ont également droit au remboursement mensuel des frais de location (63 000 DA), des frais de secrétariat parlementaire (25 000 DA) et de 20 000 DA

de frais de restauration. Au total, le député «lambda» touche un salaire de 466 514 DA. Pour leur part, les vice-présidents de l'APN, les présidents de commissions permanentes et les présidents de groupes parlementaires ont droit à une indemnité de responsabilité d'un montant de 58 919 DA par mois. Celle-ci s'élève à 44 189,25 DA pour les vice-présidents et les rapporteurs de commissions.

Le barème appliqué aux huit députés représentant la communauté algérienne à l'étranger est sensiblement différent puisqu'il est calculé en... franc français. Une bizarrerie de l'administration parlementaire qui ne semble pas encore être sortie de l'ère «ante-euro».

Donc, chacun de ces parlementaires ouvre droit à une «indemnité spéciale» de 30 000 FF par mois qui, une fois convertie, produit un salaire de 721 080 DA. Il faut y ajouter une indemnité complémentaire de 38 000 DA par mois, 20 000 DA de frais de restauration et 63 000 DA de frais de location. Mais il y a un député qui sort du lot. Celui-ci n'est autre que le président de l'Assemblée populaire nationale qui jouit d'un traitement très confortable.

Son indemnité principale — censée être confidentielle puisqu'ayant fait l'objet d'un «décret non publiable» — est calculée sur la base d'une valeur de 24 864 points indiciaires à raison de 19 DA par point. Son «salaire de base» est donc de 472 416 DA par mois. Ce n'est pas tout, le président a droit à une indemnité de représentation de 94 483,20 DA/mois et une indemnité de responsabilité de 307 070,40 DA/mois. Outre de multiples avantages, le président dispose d'une caisse dite de «frais spéciaux» d'un montant de 3,5 millions de dinars qui lui per-

met de «couvrir certaines dépenses spécifiques».

En 2013, le montant total des indemnités, remboursement de frais et autres charges sociales des 462 députés s'élèvera à 3 858 000 000 DA. On est loin du milliard et demi de dinars destiné à couvrir les salaires et les charges sociales des 820 fonctionnaires parlementaires.

Augmentations constantes

Pour ce qui est des dépenses de fonctionnement, l'APN prévoit de consacrer 128 millions de dinars à l'acquisition de véhicules. Au courant de l'année 2012, l'institution avait acheté 35 véhicules neufs pour un montant de près de 112 millions de dinars. Le chapitre réparation et entretien du parc automobile sera doté de 66 millions de dinars pour l'achat de carburants, de lubrifiants, de pneumatique et de pièces de rechange. L'institution semble accorder un

intérêt particulier au développement de son parc informatique. Ainsi, il est prévu d'acquérir 60 nouveaux micro-ordinateurs, quatre serveurs et des logiciels pour un montant de 33 millions de dinars.

En 2012, l'achat de 100 PC, de 100 onduleurs et des solutions de «sécurisation du réseau informatique» et de «gestion de boîtes email» est revenu à plus de 43 millions de dinars. En matière de matériel et fournitures de bureau, la note devrait s'élever à 40 millions de dinars. Dans le registre restauration, cafétéria et réceptions, l'APN consacrera durant l'exercice prochain 104 millions de dinars.

Notons enfin que le budget annuel de la Chambre basse du Parlement est en augmentation constante. De 3 milliards de dinars en 2005, il est passé à 4,7 milliards de dinars en 2010 puis 6,4 milliards de dinars en 2012.

T. H.

LE PROJET BUTE SUR DES PROBLÈMES DE FONCIER

Toujours pas de nouveau siège pour les députés

Le nouveau siège de l'Assemblée populaire nationale n'est pas près de sortir de terre. La réalisation du projet tarde à cause d'une problématique liée au foncier.

Dans un document présenté en annexe du budget de l'APN, il est fait état de blocages dans les opérations «d'expropriation obligatoires afin de délimiter la parcelle devant accueillir le nouveau siège de l'Assemblée».

Face à cette situation, l'APN a juste pu entamer la phase d'étude technique. Le marché a été accordé en 2011 au Centre national d'études et de recherches appliquées en urbanisme (CNERU) pour un montant de 3 millions de dinars.

T. H.